

Unité bidépartementale Eure Orne  
1 avenue du Maréchal Foch  
27000 Évreux

Évreux, le 20/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **APLIFIL**

Zone Industrielle de l'Arquerie  
Route de Bernay  
27270 Broglie

Références : UBDEO/ERC/2023/481  
Code AIOT : 0005800614

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2023 dans l'établissement APLIFIL implanté Zone Industrielle de l'Arquerie Route de Bernay 27270 Broglie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- APLIFIL
- Zone Industrielle de l'Arquerie Route de Bernay 27270 Broglie
- Code AIOT : 0005800614
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de traitement de surfaces de métaux (volume total de bain inférieur à 30 m<sup>3</sup>, qui pour mémoire est le seuil de classement IED).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Respect arrêté mise en demeure 8 mars 2023	Arrêté Préfectoral du 08/03/2023, article 1er	Installations électriques dans l'atelier de traitement de surfaces

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect arrêté mise en demeure 14 mars 2022	Arrêté Préfectoral du 14/03/2022, article 1er	Détection incendie
2	Respect arrêté mise en demeure 14 mars 2022	Arrêté Préfectoral du 14/03/2022, article 1er	Aspiration des vapeurs acides des bains
4	Respect arrêté mise en demeure 8 mars 2023	Arrêté Préfectoral du 08/03/2023, article 1er	Sondes de détection de niveau de liquide des cuves
5	Respect arrêté mise en demeure 8 mars 2023	Arrêté Préfectoral du 08/03/2023, article 1er	Confinement des eaux d'extinction d'incendie

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 mars 2022, l'inspection a constaté que la détection incendie et le système d'aspiration des vapeurs acides dans l'atelier de traitement de surfaces étaient en place.

Par conséquent, l'inspection des installations classées prend acte que la situation administrative du site est régularisée. La mise en demeure du 14 mars 2022 cesse donc de produire ses effets.

Concernant l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 mars 2023, l'inspection a constaté que l'exploitant a remplacé les sondes de détection de niveau de liquide des bains et que le confinement des eaux d'extinction d'incendie est dorénavant assuré par des batardeaux au droit des ouvrants du bâtiment de traitement de surfaces.

Néanmoins, les installations électriques du bâtiment peuvent toujours entraîner des risques d'incendie et d'explosion d'après la société BUREAU VERITAS.

Par conséquent, sur la conformité des installations électriques du bâtiment de traitement de surfaces, la situation n'est pas régularisée. La mise en demeure du 8 mars 2023 ne cesse donc pas de produire effet. À ce stade, l'inspection ne propose pas de sanctions administratives dans la mesure où l'exploitant a engagé un plan d'actions qui doit se terminer à l'été 2024. Une nouvelle visite d'inspection sera réalisée au second semestre 2024 pour s'assurer de la régularisation de la situation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Respect arrêté mise en demeure 14 mars 2022

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/03/2022, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> En application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, la société APLIFIL, dont le siège social est localisé route de Bernay à Broglie, est mise en demeure pour son établissement situé à la même adresse, de respecter les dispositions suivantes : [...] Sous un délai de 12 mois, l'article 19 de l'arrêté ministériel précité du 9 avril 2019 : système de détection automatique d'incendie dans le bâtiment de l'installation de traitement de surfaces.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté en séance : <ul style="list-style-type: none"><li>- le bon de commande signé daté du 15/12/22 et référencé CFA2212010 à la société DESAUTEL pour un système de détection incendie, selon le devis de la société DESAUTEL du 21/04/22,</li><li>- le bon d'intervention de la société DESAUTEL qui atteste de la mise en service de l'installation de détection incendie dans l'atelier de traitement de surfaces le 20/10/2023.</li></ul> L'inspection a visualisé lors de la visite du site dans l'atelier de traitement de surfaces : <ul style="list-style-type: none"><li>- 1 détection de type linéaire sous toiture dans l'atelier,</li><li>- 1 détecteur ponctuel dans le laboratoire attendant ainsi qu'une centrale d'alarme qui était, le jour de la visite, sans défaut secteur et sans défaut batteries.</li></ul> 1 planche photographique est présentée en annexe du présent rapport.  Selon les déclarations de l'exploitant, une détection déclenche un appel téléphonique en cascade sur 4 personnes (logeant à 5 à 30 min du site) qui procéderont à la levée de doute ou à l'appel des pompiers si cela s'avère nécessaire.  <b>Par conséquent, ce point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14/03/22 est régularisé.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Respect arrêté mise en demeure 14 mars 2022

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/03/2022, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aspiration des vapeurs acides
<b>Prescription contrôlée :</b> En application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, la société APLIFIL, dont le siège social est localisé route de Bernay à Broglie (27270), est mise en demeure pour son établissement situé à la même adresse, de respecter les dispositions suivantes :  Sous un délai de 6 mois, l'article 9 de l'arrêté préfectoral précité du 31 août 1990 : débit d'aspiration sur les cuves des chaînes de traitement de surfaces de 25 000 m <sup>3</sup> /h, en fournissant une étude technico-économique, la mise aux normes du débit d'aspiration est finalisée sous un délai de 12 mois

[...]

**Constats :**

L'installation de captation d'air au droit des bords de l'atelier de traitement de surfaces a été remise à neuf et redimensionnée.

Un débit d'extraction de 25 000 m<sup>3</sup>/h est requis réglementairement selon l'article 9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31/08/90, l'exploitant a présenté la photographie du débitmètre de l'installateur après mise en route de l'installation, 27 846 m<sup>3</sup>/h ont été mesurés.

L'exploitant a mandaté un organisme de contrôle pour procéder à la vérification périodique de ses rejets atmosphériques pour fin 2023, début 2024.

Lors de la visite du site, l'inspection a constaté l'installation d'aspiration des fumées.

Une planche photographique est présentée en annexe du présent dossier.

**Par conséquent, ce point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14/03/22 est régularisé.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Respect arrêté mise en demeure 8 mars 2023**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/03/2023, article 1er

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques

**Prescription contrôlée :**

La société APLIFIL exploitant une installation de traitement de surfaces, sise Zone Industrielle de l'Arquerie, route de Bernay 27270 Broglie, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 17, 54 et 20-III de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 en :

Sous un délai de 2 mois :

- Procédant aux travaux de réparation électriques des observations soulevées dans l'atelier de traitement de surfaces lors du dernier contrôle périodique annuel (article 17 de l'arrêté ministériel précité)

[...]

**Constats :**

Par courrier du 9 mars 2023, l'exploitant a présenté son plan d'action de réparation des observations soulevées dans le compte-rendu de vérification périodique de l'intervention du 19/01/2022 de BUREAU VERISTAS. Ce plan d'action comporte des phases d'arrêts pour réparation jusqu'à l'été 2023.

A noté qu'il a également été transmis le Certificat Q18 de compte-rendu de vérification périodique de l'intervention du 12/01/23 qui mentionne que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

En séance, l'exploitant a précisé que les travaux étaient toujours en cours.

**Par conséquent, ce point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/03/23 n'est pas encore régularisé.**

**Il est demandé à l'exploitant de présenter, sous 2 mois, le Certificat Q18 de compte-rendu de**

<b>vérification périodique de l'intervention de début 2024.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 4 : Respect arrêté mise en demeure 8 mars 2023**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/2023, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sondes de détection de niveau de liquide des cuves de traitement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société APLIFIL exploitant une installation de traitement de surfaces, sise Zone Industrielle de l'Arquerie, route de Bernay 27270 Broglie, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 17, 54 et 20-III de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 en : [...]</p> <p>Sous un délai de 2 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réparant les dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage des cuves de l'atelier de traitement de surfaces (article 54 de l'arrêté ministériel précité), [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a déclaré en séance que les sondes de détection de niveau de liquide dans les bains de traitement de surfaces chauffés ont été changées.</p> <p>Lors de la visite du site, l'exploitant a soulevé une sonde d'un bain chauffé, l'inspection a ainsi constaté sur l'armoire électrique l'arrêt d'un asservissement qui d'après l'exploitant, concerne le chauffage du bain.</p> <p>Une planche photographique est présentée en annexe du présent rapport.</p> <p><b>Par conséquent, ce point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/03/23 est régularisé.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Respect arrêté mise en demeure 8 mars 2023**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/2023, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction d'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société APLIFIL exploitant une installation de traitement de surfaces, sise Zone Industrielle de l'Arquerie, route de Bernay 27270 Broglie, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 17, 54 et 20-III de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 en : [...]</p> <p>Sous un délai de 6 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettant en place un dispositif permettant de collecter les eaux d'extinction d'un incendie de l'atelier de traitement de surfaces (article 20-III de l'arrêté ministériel précité).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 9 mars 2023, l'exploitant a présenté le bon de commande signé à la société COPRIN daté du 27/02/23 et référencée CFA2302028 pour la fourniture de batardeaux (montant 9 882 euros HT).</p>

L'inspection a pu visualiser en séance les batardeaux sur chaque porte et double-porte du bâtiment de traitement de surfaces.

**Par conséquent, ce point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/03/23 est régularisé.**

**Type de suites proposées :** Sans suite